



Monde

Une Belgique en voie de disparition.

Forte poussée des partis séparatistes flamands aux législatives de dimanche.

Par JEAN QUATREMER

QUOTIDIEN : mardi 12 juin 2007

Bruelles

de notre correspondant

La Flandre ne veut plus de la Belgique fédérale. Elle l'a clairement dit en votant massivement, dimanche, à l'occasion des élections législatives, pour des partis plus ou moins ouvertement séparatistes qui tous prônent un dépeçage supplémentaire de l'Etat fédéral au profit des régions (Flandre, Wallonie, Bruxelles). Si on ajoute aux 30 % obtenus par les chrétiens-démocrates du CD&V - qui se présente en cartel avec les séparatistes du NVA -, les 19 % obtenus par le second parti flamand, le Vlaams Belang, un mouvement d'extrême droite régionaliste, et les presque 7 % du nouveau parti populiste de Jean-Marie Dedecker (LDD), ce sont 56 % des Flamands qui ont choisi des partis qui veulent se débarrasser du «*boulet wallon*». Très symboliquement, le ministre président de la région flamande et président du CD&V, Yves Leterme, qui sera sans doute le prochain Premier ministre, a fêté sa victoire entouré de ses partisans qui brandissaient le drapeau flamand, un lion noir sur fond jaune. Sans aucun drapeau belge (noir-jaune-rouge) à l'horizon.

Divorce. Même s'il n'est pas question que le Vlaams Belang soit associé au pouvoir, «*cordon sanitaire*» oblige, le résultat des élections générales, qui met fin à huit ans de règne du libéral flamand Guy Verhofstadt (qui dirigeait une coalition libérale socialiste et dont le parti, VLD, perd plus de 5 points, à 19 %), en dit long sur le divorce profond entre le Nord, néerlandophone (60 % de la population) et le Sud, francophone (Wallonie et Bruxelles, ville enclavée en Flandre). Un divorce culturel - Flamands et Wallons s'ignorant chaque jour davantage -, auquel s'ajoute désormais un divorce politique : dans le Nord, la gauche s'est effondrée (les socialistes du SPA n'ont obtenu que 17% des voix -7% par rapport à 2003-) et elle ne doit qu'au bon score des Verts, 6,45 % (+ 2,45 %), de dépasser la barre des 20 %.

Dans le Sud, le PS, même s'il est enfin sanctionné pour les nombreux scandales financiers qui ont notamment touché sa fédération de Charleroi, reste le second parti de Wallonie (29,8 %, contre 36,4 % en 2003). Les libéraux du MR lui ravissent la première place, avec 31,12 %. Viennent ensuite le CDH (proche du Modem de François Bayrou), avec 15,75 %, et surtout les écologistes, qui effectuent un rétablissement (12,9 %, + 5 points). Le Front national, lui, stagne, à 5,58 %. Autrement dit, la gauche en Wallonie (mais aussi à Bruxelles) continue de faire bonne figure, et, à la différence du Nord, l'extrême droite est à un niveau insignifiant.

Ironie du sort, on peut dire que la Belgique fédérale joue encore un rôle : si le PS a limité la casse, c'est à cause de son clientélisme coûteux en argent public, clientélisme qui révolte les Flamands. Ceux-ci l'ont sans doute fait payer aux socialistes flamands du SPA qui n'y sont pourtant pas pour grand chose.

Complexe. Surtout, aucun parti francophone n'est prêt à accepter davantage de fédéralisme, ce qui va rendre extrêmement complexe la formation d'un gouvernement. Pour réformer la Constitution, Leterme doit réunir au moins deux tiers des députés tant du côté francophone que néerlandophone. Une mission qui semble aujourd'hui impossible. La Belgique est-elle encore gouvernable ?

<http://www.libération.fr/actualite/monde/260630.FR.php>

© Libération